

Winston S. Churchill, L'étai se referme

Légende: Dans ses Mémoires, Winston Churchill, Premier ministre britannique de 1940 à 1945, se souvient des pourparlers de la Conférence de Téhéran à laquelle participent, du 28 novembre au 1 décembre 1943, les États-Unis, la Grande-Bretagne et l'Union soviétique.

Source: CHURCHILL, Winston S. L'étai se referme. Volume V, vol 2: De Téhéran à Rome (13 novembre 1943-5 juin 1944). Paris: Plon, 1952. 390 p. (Mémoires sur la Seconde Guerre mondiale). p. 34-37; 74-76.

Copyright: (c) Editions Plon

URL: http://www.cvce.eu/obj/winston_s_churchill_1_etau_se_referme-fr-dd0fb1f7-e936-4f55-963a-1432e53fd1d4.html

Date de dernière mise à jour: 02/07/2015

Winston S. Churchill, *L'étau se referme*

[...]

Les conférences officielles furent entrecoupées de conversations, que l'on peut estimer encore plus importantes, entre Staline, Roosevelt et moi à l'occasion de déjeuners et de dîners.

[...]

Après le repas, ce premier soir, alors que nous flânions dans la salle, je conduisis Staline à un canapé et lui proposai de parler un peu de ce qui se passerait quand nous aurions gagné la guerre. Il accepta avec bonhomie et nous nous assîmes. Eden vint nous rejoindre. « Voyons tout d'abord, dit le maréchal, le pire qui puisse arriver. » A son avis, l'Allemagne aurait la possibilité de se rétablir après cette guerre et d'en déclencher une autre dans un avenir relativement rapproché. Il craignait une renaissance du nationalisme allemand. La paix avait paru garantie après Versailles et l'Allemagne s'était pourtant remise très rapidement. Il fallait donc créer une organisation puissante pour l'empêcher de provoquer un nouveau conflit. Il était convaincu qu'elle se rétablirait. Quand je lui demandai : « En combien de temps? » il me répondit : « En quinze ou vingt ans. » Je lui dis que la paix du monde devait être assurée pour au moins un demi-siècle. Si elle ne durait que quinze ou vingt ans, nous aurions trahi nos soldats.

Staline pensait qu'il fallait envisager des restrictions du potentiel industriel allemand. Les Allemands étaient des gens capables, très travailleurs et très cultivés; ils se remettraient rapidement. Je lui répliquai que nous établirions certaines mesures de contrôle, que pour ma part je leur interdirais toute espèce d'aviation, tant civile que militaire et proscrirais le système du grand état-major. « Interdirez-vous aussi, dit Staline, les usines d'horlogerie et les fabriques de meubles, qui peuvent très facilement être converties pour fabriquer des avions et certaines parties des obus? Les fusils d'enfants que sortaient les Allemands ont appris à tirer à des centaines de milliers d'hommes. »

« Rien n'est définitif, dis-je. La terre continue à tourner. Nous avons cependant acquis de l'expérience. Notre devoir est d'assurer la paix du monde pour au moins cinquante ans, en désarmant les Allemands, en les empêchant de réarmer, en surveillant leur industrie, en leur interdisant toute aviation et en procédant à des modifications territoriales de grande envergure. Tout se ramène à savoir si l'U.R.S.S., les États-Unis et la Grande-Bretagne sauront préserver leur amitié et surveiller l'Allemagne dans leur intérêt commun. Il ne faudra pas craindre de donner des ordres dès que le moindre danger se manifesterà. »

[...]

Je lui proposai d'aborder la question polonaise. Il accepta et ma pria de commencer. Je lui dis que c'était à cause de la Pologne que nous avions déclaré la guerre, elle représentait donc quelque chose qui comptait beaucoup pour nous. Rien n'était plus important que d'assurer la sécurité de la frontière occidentale de la Russie, mais je n'avais pris aucun engagement au sujet des frontières. Je désirais en parler à cœur ouvert avec les Russes. Nous pourrions en discuter et aboutir à quelque accord, dès que le maréchal voudrait bien nous dire ce qu'il en pensait et ce qu'il estimait nécessaire pour assurer la défense de sa frontière occidentale. A la fin des hostilités, qui pouvait survenir en Europe dès 1944, l'Union soviétique posséderait une puissance incomparable et toute décision qu'elle prendrait au sujet de la Pologne aurait des conséquences énormes. Je pensais pour ma part que la Pologne pouvait s'étendre vers l'ouest, comme un soldat effectuant « deux pas plus à gauche ». Si, ce faisant, elle écrasait quelques orteils allemands, ce serait tant pis, mais il fallait une Pologne forte. La Pologne était un instrument dont le concert de l'Europe avait besoin.

Staline déclara que les Polonais avaient leur culture et leur langue qui devaient subsister. Il ne pouvait être question de les extirper.

[...]

Staline demanda si nous pensions que la Russie allait avaler la Pologne. Eden reposa qu'il ignorait ce que la

Russie s'apprêtait à dévorer. A quoi se proposait-elle de ne pas toucher ? Staline dit alors, que les Russes ne désiraient rien de ce qui appartenait aux autres pays, si ce n'est peut-être un petit morceau de l'Allemagne. Eden dit que ce que la Pologne perdrait à l'est, elle pourrait le regagner à l'ouest. Staline répliqua que c'était possible, mais qu'il n'en savait rien. J'expliquai alors, au moyen de trois allumettes, comment je concevais ce déplacement de la Pologne vers l'ouest. Cela plut à Staline et notre groupe se sépara là-dessus.

[...]

« Y a-t-il d'autres questions? » interrogea alors Staline. Le Président répondit « Il y a la question de l'Allemagne. » Staline déclara qu'il aimerait la voir démembrer. Le Président approuva, mais le maréchal avança que je ferais des objections.

Je l'assurai que je n'avais pas d'objection de principe. Roosevelt dit alors qu'en vue de faciliter la discussion, ses conseillers et lui avaient préparé une carte, trois mois auparavant. Elle envisageait un partage en cinq zones. Staline dit avec un sourire que si je n'écoutais pas, c'est que l'idée d'un démembrement de l'Allemagne ne me plaisait pas. Je lui dis qu'à mon avis la racine du mal, c'était la Prusse, l'armée prussienne et le grand état-major.

Roosevelt exposa alors son projet de partage en cinq régions :

- 1° La Prusse.
- 2° Le Hanovre et la partie nord-ouest de l'Allemagne.
- 3° La Saxe et la région de Leipzig.
- 4° La Hesse-Darmstadt, la Hesse-Cassel et le secteur au sud du Rhin.
- 5° La Bavière, le pays de Bade et le Wurtemberg.

Ces cinq régions auraient des gouvernements autonomes, mais deux autres seraient sous l'autorité des Nations Unies :

- 1° Kiel, son canal et Hambourg.
- 2° La Ruhr et la Sarre.

Les Nations Unies en exerceraient la tutelle. C'était une simple idée qu'il lançait dans la discussion et sur laquelle il faudrait revenir.

« S'il m'était permis, dis-je, d'employer une expression américaine, je dirais que le Président « a parlé d'or » [said a mouthful]. Le plan de M. Roosevelt est tout nouveau pour moi. A mon avis, il y a deux choses: l'une négative, l'autre positive. J'ai deux idées bien nettes. D'abord, isoler la Prusse. Ce que l'on fera ensuite de ce pays est secondaire. Puis séparer la Bavière, le Wurtemberg, le Palatinat, la Saxe et le pays de Bade. Alors que je désirerais traiter la Prusse très sévèrement, je voudrais me montrer beaucoup plus arrangeant pour le second groupe, que j'aimerais voir adhérer à ce j'appellerai une confédération danubienne. Les habitants de cette partie de l'Allemagne ne sont pas les plus féroces, je voudrais qu'ils vivent d'une manière acceptable: leurs idées changeraient au cours d'une génération. Les Allemands du sud ne déclencheront pas de nouvelle guerre et il faut faire notre possible pour qu'ils trouvent leur avantage à oublier la Prusse. Peu m'importe qu'ils constituent un groupe ou deux. »

Je demandai au maréchal Staline s'il était disposé à prendre ces suggestions comme base de départ.

Il me dit que oui, mais qu'il préférerait un plan de démembrement dans le genre de celui du Président, plus propre à affaiblir l'Allemagne. Quand on avait à affronter de grandes masses de soldats allemands, on constatait qu'ils se battaient tous comme des démons, ainsi que les armées britanniques et américaines l'apprendraient bientôt. Les Autrichiens livrés à eux-mêmes étaient différents et il raconta comment ils se rendaient. Tous les Allemands étaient les mêmes. C'étaient les officiers prussiens le ciment qui les unissait; au fond il n'existait aucune différence entre ceux du nord et ceux du sud, ils se battaient tous comme des bêtes féroces. Il fallait faire bien attention à n'englober les Autrichiens dans aucune combinaison.

L'Autriche avait vécu d'une existence autonome, elle pouvait recommencer à le faire. La Hongrie aussi devait être indépendante. Il serait très imprudent de reconstituer des groupes danubiens ou autres, après avoir démembré l'Allemagne.

Le président Roosevelt approuva chaleureusement. Il n'existait aucune différence entre les Allemands. Les Bavarois ne possédaient pas de caste d'officiers, sans quoi ils auraient agi exactement comme les Prussiens, ainsi que les troupes américaines avaient déjà pu le constater.

Je déclarai que si l'on divisait l'Allemagne en un certain nombre d'éléments sans les rattacher à d'autres combinaisons, ces éléments fusionneraient à nouveau. Il s'agissait moins de partager le pays que d'offrir une vie convenable à ses fractions et de faire en sorte qu'elles soient satisfaites de ne plus dépendre du Grand Reich. Même si l'on n'y parvenait que pendant cinquante ans, ce serait un très beau résultat.

Staline déclara qu'une combinaison danubienne n'était pas viable et que les Allemands en profiteraient pour recouvrir de chair ce qui n'était guère qu'un squelette et reconstituer ainsi un grand État. Il demanda alors si la Hongrie et la Roumanie feraient partie d'une telle combinaison. Puis il répéta que, par la suite, l'Allemagne en tirerait profit. Il valait mieux beaucoup séparer et disperser les tribus germaniques. Bien entendu, elles chercheraient à se réunir, si émiettées qu'elles fussent. Elles essaieraient toujours de s'agréger. C'était là qu'il voyait le grand danger qu'il faudrait neutraliser par des mesures économiques et, en fin de compte, par la force si c'était nécessaire. Il n'y avait pas d'autre manière de préserver la paix. Mais si nous réalisions une vaste combinaison comprenant des Allemands dans son sein, il en résulterait fatalement des ennuis. Nous devons veiller à ce qu'ils restent séparés, de même que la Hongrie et l'Allemagne. Rien ne pouvait empêcher cette tendance à l'union. Les Allemands essaieraient toujours de se rassembler pour prendre leur revanche. Il serait nécessaire pour nous de demeurer forts afin de les battre, si jamais ils déclenchaient une nouvelle guerre.

Je demandai à Staline s'il envisageait l'Europe sous forme de petits États, tous séparés, ne constituant aucun groupe important.

Il répondit qu'il parlait de l'Allemagne et non de l'Europe. La Pologne et la France étaient de grands États. La Roumanie et la Bulgarie en étaient de petits. Mais il fallait à tout prix diviser l'Allemagne de façon qu'elle ne pût ensuite se réunir. Le Président fit remarquer que son plan était une des façons d'y parvenir. Je tins à souligner qu'il ne s'agissait pour le moment que de l'examen préliminaire d'un vaste problème historique. Staline confirma qu'il s'agissait assurément de quelque chose de tout à fait préliminaire.

[...]